

ADEDEJI (Adebayo) (ed.)
Comprehending and Mastering African Conflicts: the Search for Sustainable Peace and Good Governance
Londres, Zed Books, 1999, 377 pages.

Cet ouvrage est issu d'un colloque organisé en novembre 1998 à Bamako par le Centre africain pour le développement et les études stratégiques (Access-Ijebu-Ode). Cette rencontre, qui s'inscrivait dans le cadre de l'initiative pour l'Afrique lancée par les Nations unies, vient rappeler que la persistance des conflits en Afrique reste une préoccupation majeure. En effet, cette partie du monde n'a cessé de perpétuer sa réputation d'être « en guerre contre elle-même », selon les termes de A. Adedeji (p. 3). L'objectif central du colloque était de favoriser la discussion à partir des études réalisées suivant la grille d'analyse établie par l'Access. Il s'agissait de faire la synthèse de ces conflits, d'en établir les tendances générales, et d'identifier les mécanismes, institutions et structures à mettre en place pour leur éradication, une fois leurs causes identifiées. Les présentations et discussions se sont appuyées sur les expériences de l'Angola, du Burundi, du Liberia, du Rwanda et de la Sierra Leone et, dans une moindre mesure, de la Somalie et du Soudan. Pour analyser aussi profondément que possible ces conflits, des équipes de recherche ont été constituées par pays. L'introduction de A. Adedeji établit un lien entre la bonne gouvernance et la maîtrise des conflits. Selon lui, la survenance de conflits ingérables (guerres civiles, rébellions) est la conséquence de l'absence de bonne gouvernance (pp. 3-21). Pour chaque pays étudié, une reconstitution historique des trajectoires de l'État permet ensuite d'identifier les causes profondes pouvant expliquer la violence généralisée qui affecte ces espaces. Cela ne va pas de soi et l'article de R. Herbold Grenn souligne les difficultés et obstacles qui se dressent devant toute entreprise visant à la compréhension et à la maîtrise des conflits en Afrique (p. 31). Néanmoins, un large consensus s'est dégagé sur le fait que les

luttés pour le partage du pouvoir et des ressources, dans un contexte de forte imbrication du politique et de l'économique, constituent les principales causes des conflits dans ces États dont la construction repose sur des bases fragiles.

Des recommandations générales ont été formulées à l'adresse des États et de la communauté internationale, dans un style propre au système onusien. Au nombre de celles-ci, on peut retenir : la prise en charge des conflits par les États africains, le renforcement de leur capacité d'intervention et de prévention en relation avec la communauté internationale, et le développement des études stratégiques sur ces conflits. Certes, les études présentent des différences qualitatives, mais l'ensemble de cet ouvrage a le mérite de contribuer au débat engagé, depuis quelques années, sur la question des conflits et de leur résolution en Afrique.

Boubacar Issa Abdourhamane

BLUNDO (Giorgio) (dir.)
Monnayer les pouvoirs. Espaces, mécanismes et représentations de la corruption

Paris, Genève, PUF, IUED, « Nouveaux cahiers de l'IUED », n° 9, 2000, 347 pages.

Ce livre vient compléter un programme de recherche dirigé par Giorgio Blundo et Jean-Pierre Olivier de Sardan, anthropologues à l'EHESS de Marseille, qui porte sur la corruption dans trois pays ouest-africains, le Bénin, le Sénégal et le Niger (voir le dossier du n° 83 de *Politique africaine*, « La corruption au quotidien »). Il s'agit de « resituer le phénomène de la corruption dans sa complexité, ses multiples facettes, ses zones d'ombre, ses contradictions », en privilégiant une « entrée résolument empirique, méthodologiquement éclectique, et à vocation comparative » (G. Blundo, pp. 12 et 19). Le présent ouvrage vise à élargir la perspective du programme de recherche proprement dit en le confrontant à



d'autres regards disciplinaires et géographiques. Giorgio Blundo évoque dans l'introduction l'« air de famille » qui unit ces textes traitant de formes *a priori* hétéroclites dans leur nature et leur ampleur. Le lien réside notamment dans le parti pris empirique revendiqué, et dont les tenants et les aboutissants méthodologiques sont exposés de manière limpide dans le second chapitre par Blundo et Olivier de Sardan, qui nous rappellent qu'une approche de terrain de type ethnographique de la corruption présente une double difficulté : il s'agit d'explorer d'une part des pratiques illégales et donc difficilement accessibles, car largement clandestines, et, de l'autre, des représentations fortement normatives, avec un risque de « criminaliser la corruption à l'excès, autrement dit de la couper des formes ordinaires de sociabilité, alors qu'au contraire elle est bien souvent enchâssée dans celles-ci » (p. 22). Pour ce faire, il importe de croiser les sources et les méthodes, et donc de mobiliser des outils divers dans le cadre d'un éclectisme raisonné. Cette ouverture méthodologique peut également constituer le terrain de rencontre de disciplines marquées par des traditions langagières et techniques différentes. La contextualisation rigoureuse des pratiques et des représentations doit nourrir la comparaison grâce à la constitution d'un « corpus réfléchi de données discursives, observationnelles, casuelles et "recensionnelles" complémentaires » (p. 41). Il est à noter que ce chapitre, s'il constitue effectivement le pendant méthodologique du dossier de *Politique africaine* mentionné plus haut, prend une couleur plus programmatique dans le contexte d'un livre marqué par une forte hétérogénéité dans la manière de traiter l'objet corruption.

La diversité du livre est toutefois tempérée par les deux revues de littératures, très complémentaires, de Pierre Lascoumes et de Laurent Dartigues et Emmanuel de Lescure. Dartigues et Lescure nous rappellent que si la corruption n'est pas en soi un phénomène nouveau, sa promotion au rang de problème politique et social majeur l'est, ainsi que la floraison scientifique et éditoriale qui

accompagne ce changement d'atmosphère. Ils mettent plus loin en évidence un apparent paradoxe entre le manque de consensus dans la définition de l'objet corruption et l'absence de controverses ou de contradictions en la matière. De fait, la corruption semble « rétive à l'analyse en sciences sociales », comme l'annonce G. Blundo au début de son chapitre introductif, entre autres en raison de la charge normative véhiculée par le mot. De fait, Dartigues et Lescure restent frappés par les tentations moralisantes dans les recherches actuelles sur la corruption. Or, c'est à partir d'une matrice morale – la corruption comme facteur de décomposition des régimes politiques – que s'est construit dès la première moitié du ^{xx}e siècle aux États-Unis, avec beaucoup d'avance sur l'Europe, un champ de recherche sur la corruption marqué dans les années 1960 par l'hégémonie des paradigmes fonctionnalistes et culturalistes, puis par la montée de critiques réformistes et néomarxistes, comme le montre Lascoumes.

Autre point de convergence, dans tous les cas la corruption est utilisée comme porte d'entrée pour l'exploration d'autres objets, en particulier « le fonctionnement réel et les processus de socialisation des institutions étatiques » (G. Blundo, p. 19), mais aussi les frontières entre « fonctions, institutions et ressources publiques et privées » ou les « formes concrètes de l'espace public » (*id.*). C'est de ce dernier aspect que traite le philosophe Patrice Meyer-Bisch. Il définit l'espace public comme « espace de débat et d'échange, de négociation entre les intérêts distincts [...] ». L'espace public est un système d'interférences entre les acteurs sociaux (tiers-personne) et les intérêts et idées (tiers-instruit) qu'ils représentent » (p. 69). Pour lui, il y a corruption quand les distinctions et les médiations entre pouvoirs laissent la place à des collusions et à des exclusions du tiers, à des « espaces gris ». Son analyse est délibérément systémique – et, partant, fort éloignée de la réalité empirique –, et elle est parfois aussi normative et dualiste, défaut que l'on rencontre sur un mode moins spéculatif et plus politique dans

le texte d'Ousmane Dianor. Il faut, me semble-t-il, retenir la notion d'« espace public partiel » correspondant à des enjeux et à des espaces de pouvoir spécifiques (P. Meyer-Bisch, pp. 82-85), notion dont on peut penser qu'elle constitue la part la plus opérationnelle de cette construction théorique. Mais, pour ce faire, l'idée d'espace public doit être mise en relation avec celles de biens, de ressources, de gestion et de débats publics, et ce dans le cadre non pas d'une approche systémique désincarnée, mais par la prise en compte d'une sémiologie et d'une éthique populaire du public, de l'État et de la corruption. L'objectif est bien sûr de sortir des lieux communs idéologiques qui encombrant les débats, et dont on sait bien qu'ils connaissent après leur mort scientifique une seconde vie dans l'univers du développement comme matrice idéologique des politiques publiques.

Les clichés ont la vie dure et les stéréotypes véhiculés par les instances internationales impliquées dans la lutte contre la corruption sont aussi solidement enkystés qu'empiriquement discutables ; ainsi en est-il du lien supposé mécanique entre, d'une part, le passage d'un régime autoritaire et d'une économie administrée à un régime démocratique et à une économie de marché et, d'autre part, la baisse du niveau général de la corruption : l'étude portant sur l'Argentine de Menem présentée par Marc Hufty constitue à cet égard un contre-exemple particulièrement éclairant.

Dans le même ordre d'idée, si l'aide internationale et les projets de développement sont des lieux d'épanouissement de différentes formes de corruption, cela ne tient pas seulement à un contexte de privatisation et de militarisation conjuguées de l'État, comme les exemples du Somaliland (Piguet) et du Tchad (Arditi) pourraient le donner à penser, mais aussi à la logique même de la dévolution de la rente du développement ; elle génère des mécanismes sociaux qui renforcent à la fois les inégalités dans la distribution des ressources économiques et des positions de pouvoir – et donc le sentiment

associé de rareté –, et les indéterminations normatives qui ouvrent de larges espaces d'ombre dans la compétition pour ces ressources. Marilou Mathieu met bien en lumière, sur un exemple malien, ces aspects qui tendent à être consubstantiels de l'aide au développement. De même, Pierre Joseph Laurent, dans son étude fine de la logique sociale du détournement dans les associations de développement du pays mossi, au Burkina Faso, montre comment les gestionnaires de ces organisations sont la proie d'un dilemme, coincés entre les exigences des bailleurs et celles de leur entourage. L'étude de la socialisation des ressources détournées, qui permet d'éviter le piège culturaliste, est ainsi étendue à celle de la « socialisation » de la forme du projet et, dans d'autres chapitres – ceux d'Arditi sur le Tchad et de Maurer sur l'Indonésie –, à celle de la socialisation des institutions étatiques. La fascinante étude des *guanxi* (« relations sociales ») chinois conduite par Ellen Hertz cristallise ce point de vue.

Des *guanxi* chinois aux *guanxi* suisses de Nicolas Queloz ou transnationaux de Mohammad-Reza Djalili, la distance n'est finalement pas si grande... On pourrait même avancer que l'un des thèmes centraux du livre tourne autour de la notion de P. Meyer-Bisch de « tiers-exclu », qui fait écho au titre de l'article d'Ellen Hertz, « Le bien de l'autre ». La « nébuleuse de la corruption », décrite par Queloz, qui entoure le cœur constitué par la corruption, au sens plus strictement juridique du terme, produit un effet de halo qui contribue à dissoudre le sentiment qu'un tiers, quelque part, est exclu. Comment ce halo est généré, consciemment instrumentalisé ou involontairement reproduit ? C'est peut-être autour de ce type de questions que peuvent converger des approches de la corruption qui restent encore marquées par leurs traditions disciplinaires.

Pierre-Yves Le Meur



HEYWOOD (Linda)

Contested Power in Angola, 1840's to the Present

Rochester (NY), University of Rochester Press, coll. «Rochester studies in african history and the diaspora», 2000, 305 pages.

Alors que Jonas Savimbi vient de disparaître définitivement de la scène politique et militaire angolaise, le manque de travaux portant sur l'histoire de l'Unita et sa base sociale, leur faiblesse ou leur caractère partisan se font sentir d'une manière particulièrement aiguë. Dans ce contexte, la parution d'un ouvrage consacré à l'histoire du *planalto* central angolais, région dont était originaire Savimbi, et dans laquelle l'Unita trouve une partie non négligeable de son soutien, est en soi importante, ne serait-ce que parce que L. Heywood est la première à retracer l'histoire de la région, de l'époque de son insertion dans la traite des esclaves au XIX^e siècle à l'échec des élections de 1992 et à la reprise de la guerre civile.

La partie la plus convaincante de l'ouvrage est certainement celle qui traite de l'impact de la « révolution commerciale » (le commerce des esclaves, puis de la cire et du caoutchouc) sur les royaumes umbundu dans la seconde moitié du XIX^e siècle (chap. 1), ainsi que les chapitres concernant l'installation progressive de l'administration coloniale (chap. 2-4). Les nombreuses pages consacrées à l'influence des missions protestantes, très présentes sur le *planalto*, sont bien documentées et apportent d'utiles renseignements sur la structure des réseaux d'influence protestants, même si l'auteur attribue un rôle tout à fait disproportionné à ces derniers par rapport à l'Église et aux missions catholiques quant à leur influence respective sur le développement du nationalisme. Mais, malheureusement, la thèse centrale du livre laisse quelque peu à désirer. Linda Heywood veut démontrer en effet que les sociétés umbundu ont toujours été en opposition avec l'État – colonial autant que postcolonial – et que c'est dans la dynamique de la lutte entre pouvoir local et cen-

tral que s'est renforcée l'identité umbundu, dont l'Unita apparaît comme l'expression politique par excellence. Ce faisant, elle donne une vision à la fois simplificatrice et essentialiste de l'identité umbundu, qui n'est jamais remise en question, et fait constamment l'amalgame entre populations rurales, africanité (par opposition à la créolité ou au métissage), Ovimbundu et Unita. Même là où ses sources mettent pourtant en lumière les multiples lignes de fractures existant au sein des sociétés du *planalto*, elle ne parle que des « Ovimbundu » et de « leurs » revendications ou de « leur » rôle politique, toujours présentés comme homogènes et univoques. Il n'est pas étonnant dès lors que la partie la plus faible du livre soit l'épilogue traitant de la période 1992-1999. Prisonnière de sa lecture ethnique ou, au mieux, régionaliste du politique angolais, L. Heywood s'empêche de voir les raisons qui peuvent expliquer le prolongement de la guerre civile.

Bref, on regrettera que ce livre soit resté la proie de ce qui apparaît comme des *a priori* historiques sur les origines de l'Unita et sur la place des sociétés umbundu dans l'Angola contemporain, mais il reste précieux pour les renseignements que l'on y trouve sur l'histoire de l'insertion des sociétés du *planalto* central dans l'Angola colonial.

Didier Péclard

MAIGNAN (Jean-Claude)

La Difficile démocratisation du Niger

Paris, Cheam, 2000, 192 pages.

La Difficile démocratisation du Niger vient rappeler les multiples crises que ce pays a connues ces dix dernières années. Mais, contrairement à ce que le titre peut laisser croire, l'analyse ne se limite pas au seul aspect de la démocratisation. En réalité, tous les régimes politiques qui se sont succédé au Niger depuis l'accession du pays à l'indépendance ont été passés en revue, dans un style simple et une démarche progressive. La restitution de la période de démocratisation reste malgré tout

l'enjeu central de ce travail. De la Conférence nationale à la mise en place de la V^e République en passant par le coup d'État militaire de 1996 contre le régime de la III^e République (pp. 59-145), les faits sont restitués avec des détails et une rigueur qui reflètent aussi bien la connaissance du terrain nigérien que l'encadrement du travail par cet ancien ambassadeur de France au Niger. Une grande place a été accordée aux choix des règles constitutionnelles et électorales ainsi qu'à leurs usages, ce qui montre l'importance du droit dans les transactions sociopolitiques.

À ce sujet pourtant, l'auteur reste plus sceptique quand, au nombre des obstacles à la démocratisation, il identifie l'« introuvable Constitution » (p. 153). Certes, les luttes autour de l'interprétation de la Constitution ont conduit à la rupture du processus démocratique, mais elles ont tout autant contribué, dans une mesure qui reste à déterminer, à marquer l'importance des règles du jeu et la nécessité, pour les acteurs, de s'y conformer dans le champ politique. Le débat reste ouvert et cet ouvrage, qui se lit avec facilité, contribue à le raviver tout en enrichissant la littérature sur le processus de démocratisation au Niger.

Boubacar Issa Abdourhamane

MAINDO MONGA NGONGA

(Alphonse)

Voter en temps de guerre,

Kisangani (RD-Congo)

Paris, L'Harmattan, coll. « Mémoires lieux de savoir – Archive congolaise », 1997, 226 pages.

Le chercheur occidental venu en Afrique avec un projet d'enquête sur une élection repart le plus souvent frustré de n'avoir collecté que des impressions de campagne sans avoir pu assister au scrutin proprement dit. Les reports de date répétés et les annonces de consultation la veille pour le lendemain (ou presque) sont l'ordinaire d'un temps politique non institutionnalisé qui

contribue à délégitimer la démocratie « procédurale ». À moins d'accepter de jouer les otages-potiches d'une mission officielle d'observation dont les membres sont recrutés sur la base de leur ignorance du pays et manipulés (voire menacés) pour fournir un certificat de complaisance, le chercheur n'approche que difficilement l'élection en acte. Paradoxalement, du point de vue qui intéresse la recherche, ce rituel public supposé fondé sur la transparence s'avère tout aussi obscur que les pratiques nocturnes des sociétés secrètes. Sauf exception, ceux qui parlent de l'acte de vote en Afrique n'en ont rien vu, qu'ils soient chercheurs ou observateurs.

Pour ces raisons, le livre d'Alphonse Maindo constitue une exception notable. Il donne à voir, de l'intérieur, l'élection des autorités locales de Kisangani en mars 1997 au moment de la prise de la ville par les forces de Kabila. Non seulement l'auteur est sur place au bon moment, mais encore il est chez lui. Il parle les langues locales et connaît tous les codes et toutes les combines. Il est candidat et il est élu. Bien que de surcroît il soit politologue, il propose un morceau classique d'analyse électorale. Sa lecture peut dérouter les méthodologues pointilleux. Mais ceux qui s'intéressent aux élections dans leur contexte trouveront ce livre utile, surtout le chapitre II consacré à l'élection proprement dite. À un premier niveau, ils trouveront une exploration fine du comportement des acteurs dans un scrutin hors normes, organisé dans l'instant (pas de campagne), sans limitation du droit de vote (les enfants et les étrangers participent), sans secret (vote public) et avec prise immédiate de fonction des élus. À un autre niveau, et avec du recul, l'auteur montre les limites du procédé. À peine élus, les bourgmestres et leurs conseillers sont délégitimés. La leçon de démocratie spontanée n'a été qu'un feu de paille, le temps de désigner des porte-parole durant une conjoncture fluide. Le retour à la routine ramène la dépendance au chemin d'autres institutions. Pour une fois, une élection trop belle pour être honnête aura trouvé son honnête observateur.

Patrick Quantin



MARY (André)

Le Défi du syncrétisme. Le travail symbolique de la religion d'Eboga (Gabon)

Paris, EHESS, 1999, 528 pages.

Qu'est-ce qu'un syncrétisme ? En quoi consiste son défi ? L'anthropologie, la sociologie des religions et même les théologies instituées considèrent d'ordinaire le syncrétisme comme un mélange, un cumul d'éléments chrétiens et païens qu'opèrent les créateurs « indigènes » de ces dispositifs culturels, conformément à la plasticité postulée du « génie païen ». Le défi commence à partir du moment où l'on prend pour objet d'étude non plus le syncrétisme comme résultat d'un processus, mais les procès du travail symbolique, ou procès de syncrétisation. L'attention portée par André Mary aux procès de syncrétisation du Bwiti s'explique entre autres par le double travail qui est au fondement de sa dynamique : travail réalisé par les prophètes fang sur le Bweté des Tsogho, et travail sur le système symbolique du christianisme. L'étude des procès de syncrétisation constitue un défi de pensée parce qu'elle doit rendre compte de la logique et des procédures symboliques par lesquelles se réalisent ces procès. Comment en effet instruire une « logique du flou », « logique faible » ou « logique paradoxale », qui contrarie le modèle structural des logiques symboliques ? De plus, comment rendre raison de cette logique sans tomber dans les pièges du culturalisme et/ou de l'essentialisme ?

André Mary trouve dans le paradigme du mal-entendu productif défini par M. Sahlins le cadre théorique qui permet de penser le travail symbolique qui est au principe de la logique des procès de syncrétisation. Explicitant sa problématique, l'auteur se démarque dès le départ de la perspective de son devancier le plus célèbre dans l'étude du Bwiti fang, à savoir J. W. Fernandez. Si Fernandez a mis l'accent sur une pensée imagée, iconique et métaphorique, inspirée par les chorégraphies ou les mises en scène des corps et les sermons des prophètes du Bwiti, pour insister

sur les métaphores fonctionnelles et fonctionnalistes de l'incorporation, de la cohésion, de la filiation et de la fusion groupale, André Mary nous amène à prendre en considération dialectisations et dédoublements des catégories de pensée à l'œuvre dans les rituels, aussi bien dans leurs déploiements temporels, spatiaux et corporels que discursifs. Pour mettre en exergue ces réalités, l'auteur situe logiquement son analyse au niveau des schèmes de pensée, plus proches du concept ou des catégories, que des imaginaires de la substance, de l'union et de la réconciliation privilégiés par Fernandez. Ainsi, s'agissant de la figure centrale de Jésus dont les diverses appellations (*Emwan mot* : le fils de l'homme ; *Komba* : le martyr ; *Nzambia Pongo* : le sacrifié ; *Olerage bot* : celui qui montre le chemin ; ou *Onye bot* : le sauveur) traduisent des réinterprétations partielles dont il fait l'objet, l'auteur montre comment les schèmes de la matrice symbolique endogène (qui inclut donc le syncrétisme endogène tsogho-fang) ne s'approprient cette figure qu'en mettant en péril leurs propres catégories de pensée mobilisées dans le travail des schèmes. La procédure fondamentale par laquelle se réalise cette mise en péril réciproque des schèmes en travail est constituée par l'oscillation, le balancement, le redoublement instruits par le principe du double *bind* (ou principe des injonctions paradoxales) : l'élan vers l'autre s'impose dès lors comme un retour vers soi, et inversement.

C'est suivant ce principe que les premiers Bwitistes fang ont élaboré l'idée selon laquelle la migration fang vers l'Ouest et la mer, et qui devait les conduire vers les Blancs (et leurs marchandises), obéissait à une promesse de retour à la prospérité des temps primordiaux ethniques. Le plus intéressant cependant est que cette dialectique, dont A. Mary dit qu'elle ne dépasse pas les contradictions, n'est cependant pas sans transformer soi et l'autre : les figures impliquées dans le travail syncrétique se transforment réciproquement, ce qui conduit nécessairement à de l'innovation. Cette perspective permet à l'auteur de se démarquer des paradigmes culturalistes et

utilitaristes que sont : « le syncrétisme de masque, le métissage originaire, la cohabitation enchantée des contradictoires, les stratégies de compartimentage ou de cumul tactique, la belle complémentarité des contraires, et qui ont en commun de traiter les contradictions comme apparence et nier la réalité de l'ambivalence qui caractérise le syncrétisme dans son rapport aux cultures qui le travaillent (p. 474) ».

Joseph Tonda

ROBINSON (David)

Paths of Accomodation. Muslim Societies and French Colonial Authorities in Senegal and Mauritania, 1880-1920

Oxford, Athènes, James Currey, Ohio University Press, 2000, 361 pages.

Il n'est pas toujours donné à un livre de faire à la fois œuvre de synthèse et d'innovation. C'est pourtant ce que réussit ici David Robinson dans un ouvrage du reste partiellement inédit. En effet, sur les onze chapitres qui constituent cet ouvrage en trois parties, cinq ont déjà été publiés à la fin des années 1990. Mais reprendre ici des biographies de personnages religieux au prestige régional affirmé est parfaitement cohérent avec le projet de cet historien de l'université du Michigan qui cherche, en fait, à repérer les grandes lignes d'un moment historique où se stabilise un véritable système de relations politiques et sociales entre colonisateurs français et sociétés locales. Car, et c'est l'un des apports les plus intéressants du livre dans le contexte actuel d'affirmation des fractures frontalières entre États sénégalais et mauritanien, la région qu'il propose de regrouper sous l'appellation de « *senegalo-mauritanian zone* » est une sorte de toponyme faisant fi des frontières postcoloniales et précisément considérée, du moins sur un plan historique, comme une véritable « zone de sens » (*passim*). L'existence de cet espace géo-historique

culturellement sinon unifié, du moins solidaire, autorise à juste titre l'auteur à en mener l'étude dans une perspective non pas comparative mais commune.

L'intérêt de D. Robinson est cependant concentré sur les relations, à la fois complexes et étroites, entre ordres soufis et ordre colonial, dans un contexte doublement marqué par le recul accusé des aristocraties guerrières (appelées ici « anciens régimes ») qui dominaient la région « sénégalomauritanienne » et par l'expansion de l'économie coloniale « monétarisée » dont les confréries sont des acteurs de premier plan. D. Robinson s'intéresse, dans les deux premières parties du livre, aux « voies » que les autorités françaises de Saint-Louis, mues par une réelle ambition de jouer le rôle paradoxal d'un véritable « pouvoir musulman » (chap. 4), tentaient de suivre en vue de l'« accommodement » avec les sociétés musulmanes concernées par l'intermédiaire de ces « grands marabouts ». Ce n'est pas par hasard que la dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux quatre ordres soufis qui dominaient la région, à savoir la *Mūridiya* d'Ahmdaou Bamba, la *Tijjaniya* de Malick Sy, la *Qadiriyya* de Cheikh Sidiya Baba, la *Fadliyya* de Sâad Bouh, animées donc respectivement par des personnages sénégalais et mauritaniens mais dont l'implantation ignorait allégrement les frontières. Les quatre marabouts, qui ont droit ici à des biographies fort bien documentées, ont à la fois su continuer à se positionner comme gardiens de la continuité du domaine de l'islam tout en étant liés de façon étroite aux autorités coloniales. Sont exposées ici les conditions d'émergence de ces nouveaux leaders religieux, les réussites et les difficultés de l'administration à assurer sa domination ainsi que les formes de cohabitation que les diverses parties ont finalement adoptées les unes envers les autres dans ce partenariat historique d'où ne sera exclue que l'obédience « oumarienne » (chap. 7), que l'auteur connaît bien pour lui avoir consacré un ouvrage célèbre.

Par ailleurs, il analyse ici très bien à la fois la diversité et l'unité de l'islam sénégalomauritanien, en



particulier à travers les itinéraires de ces personnages clé mais aussi du contexte historique. Il y a là indéniablement une vision neuve de l'histoire de la zone et des relations entre les autorités coloniales et les sociétés musulmanes, « représentées » ici par leurs élites davantage que par elles-mêmes, ce que l'on peut déplorer quelque peu. Le politologue trouvera en tout cas son compte dans cette vision de l'histoire renouvelée à l'aide de concepts rarement utilisés par les historiens, comme ceux de « société civile » ou d'« espace public », d'autant que l'usage de ces catégories est ici prudent, ce dont on peut se réjouir. On retiendra en particulier l'étude sur la société civile qui se constitue à Saint-Louis (chap. 5), regroupant à la fois des élites métisses catholiques, des leaders noirs de l'islam local (chap. 6) et des chefs de l'*hinterland* à travers

leurs réseaux dans la capitale de l'AOF. L'ensemble de ces élites urbaines sauront utiliser à merveille les ressources religieuses et administratives pour faire avancer leurs revendications et accumuler les acquis dans un espace public aux médias bilingues (arabe et français) particulièrement dynamiques et aux modes d'action « civilisés » : journaux, pétitions, débats contradictoires, y compris au sein de la grande mosquée de Saint-Louis, etc. En fait, « *Saint-Louis was an arena of conflict and contestation. Many of its inhabitants, and the networks in the interior that supported them, knew how to work the system and gain significant advantage for their interests. Their history, of whatever color, language, and status, is compelling* » (p. 45).

Zekeria Ould Ahmed Salem